

ARRÊTÉ MUNICIPAL

**Ouverture d'une chambre télécom et raccordement de la fibre
120 avenue de la République**

Madame la Maire de SAINT-LOUBÈS ,

- Vu la loi modifiée n°82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 25,
- Vu le Code de la voirie routière,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213.1 et L2213.2 relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de circulation et de stationnement,
- Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté en date du 24 novembre 1967,
- Vu l'arrêté du 7 juin 1977 relatif à la signalisation des routes, autoroutes, ainsi que les textes qui l'ont modifié et complété,
- Vu la demande présentée par l'entreprise ERT TECHNOLOGIES et ses sous-traitants domiciliée 53 allée Félix Nadar 33700 Mérignac sollicitant l'autorisation d'effectuer des travaux d'ouverture d'une chambre télécom et raccordement de la fibre, au 120 avenue de la République à SAINT-LOUBÈS,
- Considérant qu'il convient de réglementer la circulation à compter du 15 avril 2026.

ARRETE

Article 1 :

L'entreprise ERT TECHNOLOGIES et ses sous-traitants sont autorisés à effectuer les travaux précités au 120 avenue de la République à Saint-Loubès à compter du 15 avril 2026 pour une durée de 10 jours calendaires.

La circulation sera libre avant 9h30 et après 16h.

Les travaux se feront avec empiètement sur la chaussée.

Les travaux se feront sur 3 heures pendant la période demandée.

La vitesse sera limitée à 30 km/h.

L'entreprise ERT TECHNOLOGIES et ses sous-traitants sont tenus d'assurer la protection du chantier et de mettre en place une signalisation réglementaire et visible afin de garantir la sécurité des usagers et éviter tout risque d'accident.

L'entreprise devra faire en sorte de ne pas gêner les services d'incendie et de secours, les services de transport en commun, les services d'entretien ou de ramassage des ordures ménagères et de tri sélectif, ni gêner l'accès des immeubles riverains, ou les réseaux des fournisseurs d'énergie et de télécommunications.

Article 2 :

Les prescriptions imposées par le présent arrêté seront signalées à l'attention des usagers par une signalisation, conforme à l'instruction interministérielle, mise en place et entretenue par l'entreprise L'entreprise ERT TECHNOLOGIES et ses sous-traitants, qui seront seuls responsable de tous les dommages qui pourraient survenir aux personnes ou aux biens du fait ou à l'occasion du chantier. Dommages qu'ils régleront sans l'intervention de la commune.

Les droits des usagers et des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Des mesures complémentaires pourront être prises par la commune.

Article 3 :

Faute d'exécution des travaux dans les délais fixés, et sauf reconduction de l'autorisation, celle-ci sera

réputée retirée.

Article 4 :

Dès l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever les décombres, engins et matériaux, réparer les dommages éventuellement causés à ses frais, rendre la voie publique et ses dépendances dans leur état initial.

Article 5 :

Le présent arrêté sera affiché au droit des travaux par l'entreprise responsable des travaux.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant sa date de publication.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur de l'entreprise ERT TECHNOLOGIES et ses sous-traitants,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie d'Ambarès et Lagrave,
- Monsieur le Commandant du Centre de Secours de Saint-Loubès,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale de Saint-Loubès,
- Monsieur le Responsable des Services Techniques de Saint-Loubès.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Loubès le 23 mars 2026

Madame La Maire

Emmanuelle FAVRE